

Les Touaregs du Nord-Mali, possible clé de la guerre

Pierre Haski | Cofondateur Rue89



Un guide touareg, Mali (CAVALLI/SIPA)

Ils sont, de fait, au cœur de la crise malienne, mais on parle à peine d'eux : les Touaregs, le peuple de nomades installé dans l'immensité du désert saharien. Ils détiennent peut-être une des clés essentielles de cette guerre.

L'an dernier, lorsque la moitié nord du Mali – un territoire plus grand que la France – a fait sécession, c'est l'alliance entre plusieurs groupes radicaux islamistes et le Mouvement national pour la libération de l'Azawad ([MNLA](#)), les nationalistes touaregs, qui a changé le rapport de force.

Mais très vite, le MNLA s'est rendu compte qu'il avait conclu un marché de dupes avec les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique ([Aqmi](#)), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest ([Mujao](#)) et [Ansar Dine](#), deux autres groupuscules intégristes. Le MNLA s'est retrouvé marginalisé, puis dépossédé de la victoire à laquelle il avait apporté un poids décisif et, surtout, un enracinement local.

Près d'un an plus tard, le MNLA n'est plus que l'ombre de lui-même, divisé entre une aile qui est restée avec les maîtres islamistes du nord, et ceux qui ont repris leur autonomie, dans un inconfortable « no man's land » politique. Et une partie des Touaregs restent enrôlés au sein de la mouvance islamiste, en particulier Ansar Dine, dirigé par l'un d'eux.

Soutien conditionnel

Avec l'intervention française, le MNLA refait surface, et fait même une véritable offre de service aux Français, assortie d'une condition. Le 12 janvier, le mouvement déclarait [sur son site](#) :

« Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) attire l'attention de la communauté internationale sur le fait que l'intervention armée étrangère contre les groupes terroristes ne doit pas permettre à l'armée malienne de franchir la ligne de démarcation entre l'Azawad et le Mali avant le règlement politique du conflit qui nous oppose.

C'est dans ce cadre que le MNLA s'impliquera pour le succès des opérations de lutte contre le terrorisme et cela minimisera les risques des victimes civiles innocentes. »

En clair, nous sommes prêts à entrer en guerre contre nos alliés d'hier, à condition que cela ne serve pas à rétablir le statu quo ante, c'est-à-dire la mainmise de l'Etat, contrôlé par les ethnies sédentaires du sud, sur le nord et ses peuples nomades.

De fait, ce communiqué pose la question du règlement politique de la crise au-delà du fracas des armes. Avec deux questions-clé distinctes :

- quel pouvoir à Bamako, où il n'y a qu'un président par intérim et pas de consensus ?
- quel statut pour le nord, une autonomie véritable pour les Touaregs ou pas ?

Faire des rebelles des alliés

La France, qui connaît bien la complexité de l'histoire et du peuplement maliens, a tout intérêt à appuyer la promesse d'une autonomie véritable aux Touaregs par le pouvoir malien, quel qu'il soit. D'abord par souci de justice, pour que cessent des décennies de mépris pour les Touaregs et leur culture, qui se sont toujours sentis citoyens de seconde catégorie au Mali.

Mais aussi, par souci plus immédiat, plus pragmatique, pour faire des rebelles touaregs, ou ce qu'il en reste, des alliés dans la guerre au sol difficile qui s'est engagée.

Qui, mieux que les Touaregs, connaît le terrain, sait survivre et se battre dans cet implacable désert (autrefois sur l'itinéraire du Paris-Dakar...), et connaît l'ennemi de manière intime ?

Les contacts entre le MNLA et les Français ont toujours existé – certains ont même soupçonné les services français de les avoir encouragés et instrumentalisés à certains époques... Certains de ses dirigeants ont été dans l'armée ou l'administration maliennes et sont donc connus des Français.

Ennemi commun

La question d'une telle alliance entre les Français et les rebelles touaregs, logique d'un point de vue tactique dès lors que l'adversaire est devenu commun, se heurte néanmoins aux réflexes jacobins du pouvoir de Bamako – ou ce qu'il en reste.

Comment pourrait-il accepter de s'engager, comme le demande le MNLA dans son communiqué, à ce que l'armée nationale ne retourne pas au nord du fleuve Niger en cas de reconquête du territoire ?

Pour les Touaregs, cet ancien peuple aristocratique du désert, affaibli par les sécheresses, les guerres et les relations difficiles avec tous les pouvoirs, il y a néanmoins une chance historique de voir leur rêve réalisé sans passer par cette alliance empoisonnée avec les islamistes, que leurs dirigeants ont commis l'erreur de conclure l'an dernier.

La petite fenêtre d'opportunité ouverte par l'intervention française ne durera peut-être pas trop longtemps. Elle pourrait toutefois peser lourd dans l'issue de cette guerre incertaine.